

GUY MICHELAT ET MICHEL SIMON

*Les « sans réponse »
aux questions politiques**

Se poser le problème méthodologique du traitement des sans réponse (SR) aux questions d'opinion (1) conduit à s'interroger sur leur signification, c'est-à-dire à considérer l'absence de réponse comme une réponse ayant un sens au stimulus que constitue la question posée. En effet, comme l'ont montré de nombreuses études tant américaines que françaises (2), les SR ne se répartissent pas au hasard.

* Pour une présentation plus développée de cette recherche, cf. Guy Michelat, Michel Simon, Les « sans-réponse aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps », *L'Année sociologique*, 3^e série, vol. 32, 1982, p. 81-114.

(1) Sur la nécessité de prendre en compte les sans réponse dans l'analyse des enquêtes d'opinion, cf. notamment Pierre Bourdieu, L'opinion publique n'existe pas, *Les Temps modernes*, 318, janvier 1973, 1292-1307.

(2) Sur les études relatives aux Etats-Unis, cf. en particulier : Norval D. Glenn, Aging, disengagement and opinionation, *Public Opinion Quarterly*, 33 (1), 1969, 17-33 ; Robert Ferber, Item nonresponse in a consumer survey, *Public Opinion Quarterly*, 30 (3), 1966, 399-415 ; Kenneth J. Gergen, Kurt W. Back, Communication in the interview and the disengaged respondent, *Public Opinion Quarterly*, 30 (3), 1966, 385-398 ; Joe D. Francis, Lawrence Busch, What we now know about « I don't know », *Public Opinion Quarterly*, 34 (1), 1975, 207-218. Pour la France, cf. en particulier : Pierre Bourdieu, Questions de politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, 16, septembre 1977, 55-89, et *La distinction-critique sociale du jugement*, Paris, Ed. de Minuit, 1979 ; Philippe Collomb, Les non-réponses aux Questions d'opinions sur la politique de la population, *Population*, 32 (4-5), juillet-octobre 1977, 835-865 ; Jean Dubost, Serge Moscovici, Marianne Gluge, Le problème de l'interprétation des Sans Réponse dans les enquêtes d'attitudes, *Recherches sociologiques*, 1957, 4 (1), 67-85 ; Daniel Gaxie, *Le Cens caché*, Paris, Ed. du Seuil, 1978 ; Guy Michelat, Michel Simon, Systèmes d'opinions, choix politiques, caractéristiques socio-démographiques : résultats d'une analyse typologique, *Revue française de Science politique*, 24 (1), février 1974, 5-32 ; *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Ed. sociales, 1977. Jean-Claude Passeron, Le langage de l'abstention, *Consommation*, 1982, n° 4, p. 3-11 ; Fernando Porto-Vazquez, Les jeux de la précision et du silence, *ibid.*, p. 13-35 ; François de Singly, La gestion sociale des silences, *ibid.*, p. 37-63.

Leur fréquence varie principalement en fonction des caractéristiques des individus, mais aussi de celles des questions (forme et domaine concerné) et de l'interaction individus-questions (certaines questions sont plus « faciles » ou « difficiles » pour tel groupe que pour tel autre). Il semble donc que le taux de sans-réponse (SR) puisse être considéré comme symptomatique de la relation entretenue avec l'univers exploré. C'est sur la base de cette hypothèse que nous analyserons les facteurs des variations de ce taux à un ensemble de questions portant sur l'univers sociopolitique (3). Pour chaque individu, on a calculé le nombre total de SR aux 92 questions d'opinion retenues pour l'analyse. Pour parvenir à un indicateur maniable, on a réparti les enquêtés en deux groupes : sont considérés comme ayant un score élevé de sans réponse (SR +) les individus qui se situent au-dessus de la médiane (et qui, appartenant à la moitié la moins « répondante » de la population, se caractérisent par un faible niveau de « performance politique »).

Les caractéristiques sociologiques

Les fortes variations des taux de sans réponse en fonction de l'appartenance à un groupe socioprofessionnel et de ses corrélats (niveaux d'études et de revenus), au demeurant confirmées par nos données, ont conduit à penser que le niveau de performance politique dépend principalement du statut social et culturel. A un pôle, on trouverait les catégories dirigeantes, cumulant les avantages économiques (revenus) et culturels (études), et manifestant l'aptitude et la propension (statutairement conditionnées) maximum à former et exprimer des opinions en matière politique ; chez les ouvriers et les paysans, à l'autre pôle, le cumul des handicaps liés au type d'activité (production physique), aux conditions d'existence, à la formation, etc. joints à l'intériorisation de normes séculaires qui réservent à d'autres les fonctions d'encadrement social, et *a fortiori* de direction politique, se traduiraient par un score élevé de sans réponse. L'infériorisation des femmes par rapport aux hommes, des ruraux par rapport aux urbains, accentuerait encore ces phénomènes inégalitaires.

Il ne semble pourtant pas que l'on puisse considérer la place sur une échelle de stratification sociale comme facteur exclusif ou quasi exclusif d'explication. Si l'on prend en compte simultanément les

(3) Questionnaire proposé, en décembre 1966, à un échantillon de 1 780 personnes, représentatif de la population française âgée de 21 ans et plus, constitué par la méthode des quotas. Cf. Guy Michelat, Michel Simon, art. cit.

diverses variables, trois d'entre elles exercent une incidence majeure et dans une large mesure indépendante sur le niveau de performance politique. Ce sont (par ordre décroissant d'ampleur des écarts enregistrés) : le sexe, le niveau d'études et le milieu de résidence. Quelle que soit la combinaison de variables considérée, le taux de SR + est toujours plus élevé chez les femmes que chez les hommes, chez les « primaires ou pas d'études » que chez ceux qui ont poursuivi leurs études au-delà (4), chez les ruraux (résidents dans des communes de moins de 2 000 habitants) que chez les urbains. Dans les trois cas c'est bien le système historiquement constitué d'assignation des statuts et des rôles sociaux qui se trouve plus ou moins directement à l'origine des capacités inégales (et/ou des dispositions différentes) dont les variations du taux de SR + constituent un révélateur. On ne s'en trouve pas moins en présence de trois principes différents de distinction et de hiérarchisation qui peuvent correspondre à des mécanismes eux aussi partiellement différents. Il s'agit en premier lieu de la division sexuelle des tâches, des fonctions d'autorité et de tout ce qui touche matériellement ou symboliquement à la violence (activités guerrières, politique) (5). En matière politique, cette division est demeurée institutionnalisée jusqu'à une date historiquement récente, par l'interdiction faite aux femmes d'être électrices et éligibles. Ses effets peuvent être de deux sortes : apprentissages différentiels et relatif confinement hors des lieux où circule l'information politique (cf. les budgets-temps), intériorisation des représentations et normes en vertu desquelles la politique n'est pas l'affaire des femmes. Le fait de n'avoir pas dépassé le niveau des études primaires revêt lui aussi une dimension « technique » (faiblesse des entraînements intellectuels, pauvreté des informations et des cadres de

(4) Les anciens et anciennes élèves des enseignements primaire-supérieur, technique, commercial et secondaire sont très proches de ceux qui ont prolongé leurs études jusqu'à l'enseignement supérieur. Or, ces divers ordres d'enseignement donnent très inégalement accès à la culture « savante » (et notamment aux codes et schèmes classificatoires les plus en relation avec la culture politique), à la fois par leurs contenus et par les publics auxquels ils s'adressent. Plus que l'idée d'une proportionnalité entre le capital scolaire amassé et le degré d'accession à la politique, nos résultats suggèrent l'existence d'une coupure radicale séparant ceux qui ne peuvent socialement franchir le cap des études primaires et ceux qui, l'ayant franchi, accèdent seuls à un maniement plus ou moins familier et élaboré de l'écrit et des connaissances qu'il permet.

(5) On a pu montrer que, de façon générale, l'exercice d'une activité professionnelle tend à rapprocher les performances des hommes de celles des femmes, nonobstant d'importantes différences selon les GSP ; cf. Janine Mossuz-Lavau, Mariette Sineau, *Les femmes françaises en 1978. Insertion sociale, insertion politique*, Paris, CORDES, 1980, multigr. et *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, PUF, 1983.

référence, etc.). Mais il correspond aussi très souvent à un sentiment d'infériorité dont l'effet sur les attitudes est d'autant plus vraisemblable que le système dominant des représentations sociales réserve à une minorité instruite l'aptitude à se prononcer sur des matières réputées aussi étrangères au champ de compétence des « gens ordinaires » que les problèmes politiques. Enfin, la résidence en milieu rural (qui, répétons-le, s'accompagne d'une moindre performance quels que soient le statut sexuel, les études suivies ou la classe sociale) n'est qu'indirectement analysable en termes d'assignation des statuts et des rôles. Elle correspond à une position périphérique par rapport aux centres de décision et de pouvoir politiques (et juridico-étatiques), au sens matériel (éloignement), mais aussi et sans doute surtout culturel (mise à distance et/ou prise de distance, dont on ne sait dans quelle mesure il faut l'interpréter en termes de handicap ou/et de résistance).

Statut sexuel, passé scolaire et contexte urbain ou rural correspondent donc à trois systèmes de déterminations qu'il ne faut pas se hâter d'englober dans une interprétation unifiante, même si l'on peut, à un niveau très général, les référer à des relations de domination et de dépendance. Les différentes combinaisons entre ces caractéristiques (c'est-à-dire la traduction de la position de chaque individu à l'intersection de plusieurs systèmes de rôles) donnent lieu à des phénomènes de substitution et de cumul qui peuvent avoir comme résultats un renforcement ou une compensation partielle des handicaps. Ainsi, par exemple, les hommes ouvriers de niveau d'études

TABLEAU I. — % de SR + en fonction du niveau d'études, du sexe et du GSP du chef de ménage ⁽¹⁾

	Etudes —		Etudes = +		Ensemble
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Agriculteurs	57 (120)	79 (91)	50 (26)	77 (13)	65 (251)
Patrons ind. comm.	40 (40)	75 (28)	22 (55)	54 (35)	43 (158)
Cadres moyens, sup. et prof. libérales	33 (12)	54 (26)	25 (117)	38 (125)	34 (280)
Employés	42 (36)	57 (35)	27 (33)	50 (36)	44 (140)
Ouvriers	39 (142)	76 (212)	27 (75)	50 (60)	55 (489)
Inactifs	45 (157)	75 (107)	26 (82)	51 (51)	50 (400)
Ensemble	45 (520)	74 (529)	27 (403)	47 (328)	

⁽¹⁾ Entre parenthèses : les bases des pourcentages ; Etudes — (primaires) ; Etudes = + (moyennes et supérieures).

primaires révèlent une capacité politique égale à celle des femmes de cadres supérieurs (ou cadres elles-mêmes) passées par l'enseignement moyen ou supérieur (tableau 1). Inutile de souligner pourtant la supériorité de la position statutaire (et de ses corrélats économiques, culturels, relationnels, etc.) de celles-ci sur ceux-là. Les lois auxquelles obéit la performance politique apparaissent donc assez différentes de celles qui régissent, par exemple, la fréquentation des musées (6).

On peut, à partir de ces trois variables (sexe, études, résidence urbaine ou rurale), construire un indice synthétique de prédisposition sociologique à l'intégration à l'univers politique (7).

Quand on passe de 0 à 3 attributs, le taux de SR + passe de 78 % à 24 %. Entre ces deux pôles, les taux varient quasi régulièrement, ce qui confirme l'existence de phénomènes de cumul, mais aussi de substitution (et de compensation partielle) de handicaps et d'avantages (tableau 2).

TABLEAU 2. — *Taux de SR + en fonction de l'indice d'attitude d'intégration politique et de l'indice de prédisposition sociologique*

		Indice d'intégration politique				Ensemble
		0	1	2	3	
Indice de prédisposition sociologique	0	95 (80)	73 (95)	72 (47)	41 (17)	78 (239)
	1	94 (107)	67 (224)	54 (192)	35 (85)	63 (608)
	2	82 (44)	56 (149)	36 (248)	21 (180)	40 (621)
	3	67 (9)	46 (50)	24 (113)	14 (140)	24 (312)
Ensemble		91 (240)	63 (518)	42 (600)	23 (422)	

Les attitudes par rapport à la politique

L'exploration des attitudes (notamment par l'entretien non directif) fait apparaître une distinction entre ce qui relève de « la politique » et ce qui relève du vote. La première est fréquemment perçue comme complexe, abstraite et requérant des connaissances intellectuelles (d'où son association à la lecture et à l'écrit). A la limite,

(6) Pour une appréciation différente, cf. Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Ed. de Minuit, 1980, p. 243.

(7) En réduisant chacune à des attributs dichotomiques (absence ou présence d'un caractère favorisant l'intégration à l'univers politique). 0 attribut correspond aux femmes rurales « primaires », 3 attributs aux hommes urbains « instruits ».

elle représente un domaine réservé à des spécialistes. En revanche, le vote est très majoritairement considéré comme un droit et un devoir dont l'exercice est statutairement normal pour tout citoyen (ce qui entraîne la condamnation de l'abstention). Le vote peut être lui-même associé à des niveaux très différents d'implication et d'intérêt politiques. Pour certains, la participation du citoyen se borne à choisir des hommes, plus que des idées, lors de chaque élection, et à s'en remettre à eux. Pour d'autres, le choix des idées et du programme l'emporte. Être un citoyen c'est alors non seulement exprimer son choix politique par le vote, mais c'est aussi s'intéresser à la politique, ce qui nécessite de s'informer. La délégation qu'implique, par définition, toute procédure électorale, ne s'accompagne pas dans ce cas de l'absence d'intérêt pour la politique, même en dehors d'une échéance électorale immédiate. A la limite, c'est le concept même de politique qui s'élargit à l'intervention plus ou moins permanente dans tous les domaines de la société civile. On est donc amené à se demander s'il y a bien relation entre niveau de performance et attitudes vis-à-vis de la politique, et si, dans l'affirmative, il n'existe qu'un rapport de simple retraduction entre statut et rôles sociaux d'une part, attitudes de l'autre.

La réponse à la première interrogation est positive. Le taux de SR + est maximum chez ceux qui estiment que « la politique, ce sont des choses trop compliquées et qu'il faut être un spécialiste pour les comprendre » (ou disent ne pas lire les nouvelles politiques dans les journaux), minimum parmi ceux qui expriment l'opinion ou indiquent le comportement contraires. Il est beaucoup plus élevé chez ceux qui n'indiquent pas d'intention de vote que chez ceux qui déclarent un choix électoral. Ainsi, en deçà du seuil marqué par la participation électorale, les conditions minimales d'accès à l'univers des questions politiques semblent dans la plupart des cas n'être pas réunies. De même la performance politique dépend de la difficulté perçue de la politique et de l'information politique. On peut, à partir de ces trois indicateurs, construire un indice synthétique d'attitude d'intégration à l'univers politique (8) : le taux de SR + passe de 91 % (0 attribut) à 23 % (3 attributs) (tableau 2).

Les caractéristiques sociologiques dont on a vu l'effet sur le niveau

(8) En réduisant chacune des trois variables à la présence ou l'absence d'une attitude orientée positivement par rapport à la politique et en additionnant les attributs dichotomiques ainsi obtenus. Se situent ainsi à la note d'indice 0 ceux qui, à la fois, estiment la politique trop compliquée, ne lisent pas les nouvelles politiques dans les journaux et ne peuvent (et/ou ne veulent) dire pour qui ils voteraient, à la note 3 ceux qui cumulent les caractéristiques inverses.

de performance politique ont également une incidence sur les attitudes par rapport à la politique. Mais ces dernières ont un effet propre sur la performance quel que soit le degré de prédisposition sociologique, de même que les facteurs sociologiques jouent un rôle, quelle que soit la position sur l'indice d'attitudes (tableau 2). Les attitudes ne se réduisent donc pas au simple redoublement vécu des caractéristiques sociologiques et peuvent, dans certains cas, compenser, au moins partiellement, les handicaps objectifs et subjectifs associés à certaines d'entre elles. Une femme, un primaire, un rural, réputés n'avoir pas à s'occuper de politique, peuvent accepter le rôle qui leur est assigné ; l'auto-exclusion qui en résulte (quelles que soient les rationalisations qui l'accompagnent) entretient et aggrave les handicaps « techniques » liés à la faiblesse des apprentissages initiaux et à l'accès plus difficile à l'information politique. Mais ils peuvent aussi se sentir concernés par la politique et refuser de se cantonner dans le rôle qui leur est socialement imposé : en ce cas, une forte motivation pousse à l'effort d'information et d'acquisition de compétence, au sens technique du terme, et, par voie de conséquence, à une élévation du niveau de performance, sans pour autant que soient totalement annulés tous les handicaps liés à leur position statutaire.

L'orientation politico-idéologique

Les attitudes vis-à-vis de la politique ne sont pas idéologiquement neutres. Leur exploration qualitative fait apparaître deux modes fortement contrastés de relation au champ politique. Dans le premier, « la politique » est identifiée aux partis, essentiellement de gauche, et particulièrement au Parti communiste. Elle est tenue pour dérisoire, utopique, intéressée, mensongère. Ferment de division et violence potentielle, elle met en cause un ordre social tenu pour naturel, dont la prospérité et la légitimité reposent sur la valeur et la liberté de la personne, le travail, la famille, le patrimoine, l'inégalité corrélative et la complémentarité des statuts et des rôles. Aussi la délégation électorale est-elle beaucoup plus souvent référée, dans ce système, aux qualités et capacités personnelles du candidat qu'à son programme ou à son affiliation partisane (9). Cet ensemble de significations, développé avec une particulière vigueur par des enquêtés se déclarant catholiques, s'accompagne généralement d'un vote de droite. Ceux

(9) On peut dire, d'une autre façon, que ce type d'orientation politico-idéologique (dans lequel tout rapport social est perçu comme relation entre personnes) s'exprime dans un discours beaucoup plus éthique qu'expressément politique.

qui au contraire se situent et votent à gauche ont beaucoup plus tendance à imputer aux défauts de l'organisation sociale et aux orientations du pouvoir politique les difficultés et les injustices qui affectent les individus. Orientés vers le changement, ils envisagent davantage la politique en termes de projet ou de programme (10). Aussi valorisent-ils culture et formation politiques, même s'ils en déplorent la difficulté d'accès. Ce type d'implication politique est particulièrement accusé chez certains enquêtés d'origine et/ou de condition ouvrières et se trouve, dans ce cas, souvent associé à l'activité ou au recours syndical.

Le taux de sans réponse (ou le niveau de performance) dépend-il donc aussi de l'orientation politico-idéologique ? Les indicateurs retenus seront l'intention de vote et la façon de se situer sur la dimension gauche-droite, que l'on sait à la fois fortement corrélées entre elles et significativement associées aux systèmes d'opinions et d'attitudes qu'on vient de décrire (11).

On a vu qu'en matière de performance et d'implication politiques un premier clivage oppose votants et abstentionnistes. L'écart est encore plus net selon qu'on parvient (ou/et consent), ou non, à se situer sur la dimension gauche-droite. Dans la négative, le taux de SR + est extrêmement élevé (88 % (392) contre 40 % (1 388) pour l'ensemble des répondants). Refuser de dire où on se situe sur la dimension gauche-droite n'est donc que très rarement associé à une motivation et à une compétence politiques élevées. Le plus souvent, ceux qui ne répondent pas semblent se situer en deçà du seuil conceptuel et/ou affectif (compte tenu des connotations conflictuelles de l'opposition gauche-droite) à partir duquel s'ouvre l'accès aux significations politiques.

S'il se confirme donc que le clivage majeur oppose « participants » et « non-participants », la polarisation politico-idéologique s'ac-

(10) Les enquêtes par sondage confirment ces observations. A la question : « Au moment de voter pour choisir le Président de la République, qu'est-ce qui comptera le plus dans votre décision ? », en fonction de la préférence partisane, les réponses sont : « La personnalité du candidat » ou « La compétence, l'expérience du candidat » : PC : 34 % ; PS : 44 % ; UDF : 74 % ; RPR : 72 %, « Le programme politique du candidat » : PC : 64 % ; PS : 53 % ; UDF : 22 % ; RPR : 27 %, Enquête Figaro-SOFRES, *Le Figaro*, 27 mars 1981.

(11) Cf. notamment : G. Michelat, J.-P.-H. Thomas, *Dimensions du nationalisme*, Paris, A. Colin, 1966 ; G. Michelat, M. Simon, *Classe, religion et comportement politique*, op. cit. ; R. Cayrol, Les attitudes des électors de gauche : changement social, liberté, alliances politiques, *L'opinion française en 1977*, SOFRES, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978 ; Jacques Capdevielle, Elisabeth Dupoirier, Gérard Grunberg, Etienne Schweisguth, Colette Ysmal, *France de gauche, vote à droite*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1981.

compagne néanmoins, chez les premiers, de variations tout à fait significatives du niveau de performance politique (tableau 4, ligne « ensemble »). Ainsi, la probabilité d'atteindre un niveau élevé de performance est maximum chez ceux qui se situent à l'extrême gauche (et, à un moindre degré, à gauche), nettement plus faible chez ceux qui se situent à droite ou au centre. C'est d'abord qu'il existe bien une relation entre l'orientation politico-idéologique, et les attitudes par rapport à la politique : 38 % de ceux qui se situent à gauche (56 % pour : extrême gauche) se placent au degré le plus élevé de notre indice d'attitude d'intégration politique, contre respectivement 26 % et 21 % de ceux qui se situent au centre ou à droite. En outre, à attitudes constantes, les premiers atteignent un plus haut niveau de performance que les seconds, comme si, indépendamment de leur rapport déclaré à la politique, le fait de se situer à gauche et *a fortiori* à l'extrême gauche s'accompagnait chez eux d'une familiarité plus grande avec les significations politiques et d'une implication plus forte. De la même façon le niveau d'implication et de performance politiques est maximum chez les électeurs communistes (SR + : 28 %), minimum chez les électeurs centristes (SR + : 48 %). Nous notons que l'acte électoral (déléгатaire par définition) peut s'accompagner de niveaux très inégaux d'implication et de compétence, voire de vigilance politiques. Il semble bien que ce soit chez ceux qui se situent à gauche et surtout à l'extrême gauche (ou chez les électeurs du PC) que ces niveaux sont les plus élevés, et que le choix électoral a le plus de chances d'être associé à l'expression d'opinions explicitement politiques.

Statut social et orientation politico-idéologique

Ces résultats peuvent surprendre. Comme on l'a vu, les personnes de niveau scolaire faible (ou membres des GSP populaires) accèdent plus rarement que les autres à la maîtrise des significations politiques. Or, elles sont massivement majoritaires parmi ceux qui se situent à l'extrême gauche ou votent PC, nettement moins représentées parmi ceux qui se situent ou votent à droite (12). Autrement dit, le moins

(12) Pourcentages d'études primaires : sans réponse à autoposition : 70 %, extrême gauche : 70 %, gauche + extrême gauche : 60 %, centre : 55 %, droite + extrême droite : 52 % ; sans réponse à intention de vote : 67 %, vote PC : 66 %, GNC : 61 %, centristes : 49 %, gaullistes : 52 %. On relèvera que « sans réponse à autoposition » et « extrême gauche » comportent exactement le même pourcentage de « primaires », alors que ces groupes se situent aux deux extrêmes de l'échelle de performance politique. Il en va de même si l'on compare « sans réponse à intention de vote » et vote PC.

instruit et le plus populaire des groupes d'autoposition (ou des électorats) se révèle aussi le plus performant politiquement. Cette contradiction (rarement explicitée, bien que présente à l'état latent dans nombre d'études) serait évidemment insurmontable, si les relations entre performance politique et statut socioculturel (ou socioprofessionnel) s'exerçaient sur un mode quasi mécanique, indépendamment de l'orientation politico-idéologique. Il n'en est rien. La relation entre niveau de performance et autoposition ou vote se vérifie, quels que soient le niveau d'études (tableau 3) ou le GSP. Mais son intensité est

TABLEAU 3. — *Taux de SR + en fonction de l'autoposition sur la dimension droite gauche et du niveau d'études*

	Autoposition			
	SR	Gauche	Centre	Droite
Etudes :				
Primaires	93 (274)	31 (260)	56 (398)	62 (117)
Moy. sup.	75 (118)	23 (175)	33 (530)	25 (108)

inégalement. Elle est nettement plus faible parmi les personnes ayant suivi des études moyennes ou supérieures (ou parmi les cadres) que parmi les personnes de niveau primaire (ou parmi les agriculteurs, petits patrons et ouvriers). Chez les premiers, la position statutaire reste déterminante et le niveau de performance élevé, quels que soient l'autoposition ou le vote. Chez les seconds, au contraire, ceux qui se situent à gauche ou votent PC rejoignent le niveau de performance des classes instruites, se différenciant par là très fortement de leurs homologues statutaires (13). Nous observons que voter (ou, ajouterons-nous, se situer sur l'axe gauche-droite) correspond à des niveaux inégalement actifs et « éclairés » de participation politique et de délégation, selon qu'on appartient aux catégories instruites (moyennes et supérieures), ou aux classes populaires. Cette inégalité est maximum parmi ceux qui se situent ou votent à droite. Mais elle s'annule pratiquement en cas d'autoposition à gauche ou de vote PC. Instruits ou non, ceux qui ne peuvent ou/et ne veulent se

(13) Taux de SR + : études primaires : PC : 29 %, GNC : 51 %, centristes : 66 %, gaullistes : 49 %, n'indiquent pas de vote : 88 % ; études moyennes ou supérieures : PC : 27 %, GNC : 28 %, centristes : 32 %, gaullistes : 30 %, n'indiquent pas de vote : 60 %.

situer sur l'axe gauche-droite (ou indiquer une intention de vote), se caractérisent par un taux de SR + très élevé.

L'incidence de l'orientation politico-idéologique sur le niveau de performance se vérifie aussi quels que soient le sexe et le milieu de résidence. Toutefois, les femmes restent dans tous les cas moins « performantes » que les hommes. En revanche, l'incidence de la résidence en milieu rural, très forte chez ceux qui se situent ou votent au centre ou à droite, s'annule chez ceux qui se situent ou votent à gauche, comme si l'orientation idéologique correspondante impliquait et/ou supposait chez les ruraux « bleus » ou « rouges » (agriculteurs inclus) et chez leurs homologues urbains une aptitude et une propension égales à se prononcer sur des enjeux politiques généraux, formulés sur un mode relativement abstrait, sinon théorique (14).

Au total, quelle que soit l'autoposition sur la dimension gauche-droite, le niveau de performance augmente en fonction de notre indice de prédisposition sociologique (tableau 4). En même temps, quelle que soit la position sur cet indice, le niveau de performance varie en fonction de l'orientation, et il est maximum pour l'autoposition à gauche (sauf dans le cas des plus favorisés sociologiquement, parmi lesquels ceux qui se situent à droite atteignent un niveau très élevé, supérieur même à celui de leurs homologues de gauche). C'est parmi les « handicapés » surtout que l'orientation politico-idéologique

TABLEAU 4. — Taux de SR + en fonction de l'indice de prédisposition sociologique et de l'autoposition

	SR	Autoposition			Ensemble	
		Gauche	Centre	Droite		
	0	99 (79)	57 (30)	66 (97)	82 (33)	78 (239)
Indice de	1	95 (174)	36 (123)	55 (237)	64 (74)	63 (608)
prédisposition	2	76 (93)	23 (186)	42 (255)	29 (87)	40 (621)
sociologique	3	61 (46)	19 (96)	19 (139)	10 (31)	24 (312)
Ensemble		88 (392)	28 (435)	45 (728)	44 (225)	

(14) Ces résultats sont en effet confirmés quels que soient le sexe, le niveau d'études ou la CSP. En cas d'autoposition ou de vote à gauche, la résidence rurale n'implique aucun handicap additionnel pour les femmes ou pour les primaires. En cas d'autoposition ou de vote au centre ou à droite au contraire, et seulement sous cette condition, les ruraux sont toujours moins performants que les urbains, et les effets du statut sexuel ou socioculturel et de la résidence en milieu rural se cumulent. Il convient donc de manier avec prudence l'idée d'une « discrétion paysanne » avancée par François de Singly, *op. cit.*

a une forte incidence, renforçant au centre et encore plus à droite les effets de l'infériorisation statutaire, et tendant au contraire à les contrarier à gauche. De la sorte, l'inégalité entre « favorisés » et « handicapés » est minimum à gauche, plus élevée au centre, maximum à droite.

On prend ainsi la mesure du rôle joué par la médiation idéologico-politique dans la structuration du rapport entre la position statutaire (et ses corrélats, notamment le niveau d'études) et la relation à l'univers politique. Il semble bien que l'autoposition ou le vote à droite correspondent à l'intériorisation fréquente d'un système de représentations, de normes et de valeurs qui réserve la politique (comme en général les fonctions de direction sociale) à une élite instruite. Aussi l'idéologie est-elle, à droite, ambivalente : dévalorisant globalement la politique, elle la réserve (et en un sens la valorise) pour une élite. D'où l'existence à droite de deux sous-populations : ceux qui se refusent à la politique et qui sont, de tous, les moins performants, et ceux qui, l'assumant, conformément à leur statut, atteignent une performance élevée, égale, sinon supérieure, à celle de leurs homologues de gauche. L'autoposition « extrême gauche » ou « gauche » (ou le vote PC) semble au contraire aller de pair avec l'adhésion à une organisation symbolique fortement marquée d'égalitarisme : une plus faible prégnance du système dominant d'assignation de rôle s'accompagnerait alors, y compris chez les primaires (ou les membres de GSP populaires), du sentiment de n'être pas moins légitimés que les autres à opiner en matière politique. Une forte motivation politique et, corrélativement, une familiarité avec les significations politiques acquises par des canaux non scolaires d'acculturation (15) réduiraient encore, dans ce groupe, les handicaps liés au statut social et au niveau d'études. Rien en tout cas dans nos données ne permet de soutenir que chez les « primaires » (ou les membres des GSP populaires) qui se situent à l'extrême gauche (ou votent PC) l'autoposition ou le vote s'opèrent sur une base moins politique et plus passionnelle et/ou routinière que chez les membres des catégories instruites (16).

(15) Canal syndical notamment. En fonction de l'appartenance syndicale, on a : taux de SR + : n'appartient à aucun syndicat : 54 % (1 306) ; appartient à un syndicat autre que la CGT : 45 % (303) ; syndiqué à la CGT : 29 % (71).

(16) A la condition, bien évidemment, d'accorder à notre indicateur (score de sans réponse) une signification univoque, quels que soient l'étape du raisonnement et le groupe de personnes considérés. Un faible taux de SR + ne peut être, sauf démonstration empiriquement fondée du contraire, tantôt indice de maîtrise autonome des significations politiques, tantôt preuve de la totale remise de soi à un parti. En tout état de cause, au demeurant, répondre à un questionnaire conformément à ce que dit son parti (ou son organisme professionnel, ou son Eglise, etc.), suppose un niveau relativement élevé d'information (et de discrimination intellectuelle des significations), donc d'implication et d'acculturation politiques.

Cette incidence de l'orientation politico-idéologique se vérifie, si l'on prend en compte les caractéristiques (ou traditions) politiques locales. Plus augmente en effet la force électorale départementale du PC (et de la gauche), plus augmente le niveau de performance politique, et plus diminuent les inégalités entre catégories « favorisées » et « défavorisées ». Il est très frappant que cet effet du contexte s'exerce quelles que soient, non seulement les caractéristiques sociologiques des individus, mais aussi leur tendance politique personnelle. Le contexte politique local constitue donc apparemment l'indice d'une emprise inégalement pondérée des systèmes symboliques antagonistes ou au moins concurrents, dont les uns exercent une influence négative, et les autres positive, sur la participation politique, notamment sur celle de certaines catégories à handicap (milieux populaires, ruraux). Une forte influence du PC semble s'inscrire souvent en continuité avec celle, plus ancienne, d'une tradition de politisation « républicaine », à forte connotation populaire, parfois précocement socialisante. Il est vraisemblable qu'en retour la présence du PC (et des organisations qui l'ont précédé) ont exercé et exercent sur longue période un effet politisant sur l'ensemble des acteurs, quelle que soit leur orientation politique, par le type de messages émis, les pratiques politiques et syndicales, la radicalisation et en tout cas la politisation des affrontements et des enjeux, etc.

De même, il existe une relation inverse entre le niveau d'intégration religieuse et celui de l'implication et de la performance politiques : toutes caractéristiques rendues constantes, le taux de SR + est maximum chez les catholiques pratiquants (réguliers et irréguliers), minimum chez les sans religion (17), et les inégalités de performance liées au sexe, au niveau d'études, à la CSP et au milieu de résidence sont sensiblement plus marquées chez les premiers que chez les seconds. L'adhésion au catholicisme semble donc s'accompagner d'une intériorisation renforcée des sentiments et représentations en vertu desquels les catégories subordonnées (personnes de faible niveau d'études, membres des classes populaires, femmes) ne se sentent ni incitées ni légitimées à opiner en un domaine aussi négativement connoté que « la politique », s'en remettant à la rigueur aux « gens qui savent », aux membres des catégories dirigeantes et aux hommes. Tous ces phénomènes sont d'autant plus accusés que l'on a affaire à des zones traditionnellement plus catholiques.

(17) Ce qui ne signifie pas que les pratiquants, surtout réguliers, s'abstiennent plus que les autres de voter, compte tenu, notamment, des prises de position de l'Eglise, au moins jusqu'à une époque récente.

Contenu du questionnaire et validité de la démarche

On a souvent relevé que les pourcentages de SR étaient d'autant plus faibles que les questions posées étaient moins « politiques » (au sens de ce terme dans l'expression « science politique »), plus proches des pratiques familières à la majorité des personnes interrogées, et/ou libellées en des termes appelant une réponse de nature morale, plutôt que politique (18). Le contenu de notre questionnaire ne nous permet guère de discuter ce point. Toutefois, on peut observer que dans les questions qui entraînent le moins de SR (moins de 10 %) figurent à la fois des interrogations qui s'adressent à l'expérience quotidienne mais aussi d'autres qui mettent en jeu des connaissances certaines sur l'univers politique, et cela dans des domaines extrêmement divers (question scolaire, raisons du choix d'un député, sentiment d'appartenir à une classe sociale, risques de guerre mondiale ou civile, présence de ministres communistes, force de frappe, etc.) et en dépit du caractère très « politiste » de l'énoncé des questions et des éventualités de réponses. A l'opposé, la proportion de SR est la plus élevée (plus de 45 %) pour des questions dont certaines nécessitent des connaissances politiques mais dont d'autres sollicitent des jugements de valeur et pourraient permettre des réponses fondées sur des réactions éthico-affectives (exemples : quel est le parti le plus honnête ? le plus patriote ? le plus social ?).

Reste qu'il existe des questions plus adaptées à certains groupes, caractérisés sociologiquement ou idéologiquement, qu'à d'autres. Les inégalités constatées entre groupes pourraient s'expliquer, au moins en partie, par l'inégale fréquence, dans le questionnaire, des questions qui avantagent les premiers et handicapent les seconds. L'examen de nos données ne conduit pas à retenir cette hypothèse. Si en effet les proportions de SR dépendaient uniquement de la combinaison spécificité des questions — caractéristiques des individus, les questions qui entraînent le plus de SR devraient différer d'un groupe, sociologique ou idéologique, à l'autre. Pour l'essentiel, il n'en est rien. Les questions difficiles pour les uns sont également difficiles pour les autres, compte une fois tenu de l'inégal niveau de performance de chacun de ces groupes. En effet, toutes les corrélations calculées sont très fortes et manifestent bien que l'ordre de difficulté des questions est quasi le même pour chaque groupe. On pourrait penser que beaucoup des questions posées étaient plus « faciles » pour l'électorat

(18) Cf. notamment Pierre Bourdieu, Questions de politique, art. cit., p. 56 ; Daniel Gaxie, *Le Cens caché*, op. cit., p. 68-69.

communiste que pour les autres électorats. En fait, compte tenu de leur meilleure performance générale, les électeurs communistes n'apparaissent « avantagés » que par seulement trois questions, portant directement sur l'image du Parti communiste et où ils ont « anormalement » peu de SR. En revanche, pour certaines questions, l'électorat du PC fournit relativement plus de SR, comparé aux autres électorats, ce qui illustre bien un type de production de SR dépendant directement des caractéristiques combinées des questions et des individus. C'est ainsi qu'alors que les électeurs communistes ont une moindre proportion de SR que les gaullistes pour 80 % des questions, ils fournissent 38 % de SR (contre 28 % des gaullistes) à la question : « Parmi les formations suivantes quelle est celle qui se préoccupe le plus... de l'expansion économique ? » Tout se passe comme si les électeurs communistes étaient partagés entre l'impression qu'en 1966 le gaullisme est le garant de l'expansion économique (20 % donnent d'ailleurs cette réponse) et la fidélité à leur choix électoral en répondant « Le PC » (24 % fournissent cette réponse) (19).

L'existence d'une forte corrélation entre les pourcentages de sans réponse à chaque question des groupes à haut et faible risque de SR conduit à deux corollaires. Il existe bien : 1) des caractéristiques des questions qui font varier dans le même sens, à des niveaux inégaux, les probabilités de SR des individus; 2) des caractéristiques des individus qui se marquent par leur inégale probabilité de SR à chacune des questions (compte tenu de l'inégale « difficulté » de celles-ci). Ces deux propriétés justifient la construction de notre indicateur, fondé sur la totalisation, pour chaque individu, du nombre de questions auxquelles il n'a pas répondu, c'est-à-dire sur le postulat d'une additivité, pour chaque individu (et quelles que soient ses caractéristiques) de ses SR à l'ensemble des questions, et de la comparabilité, sur cette base, des individus entre eux (20).

Au total, l'absence de réponse à des questions d'opinion est bien significative de la relation à l'univers considéré. Dans le cas des questions politiques, prédisposition sociologique, niveau d'implication politique et orientation idéologique, bien que liés entre eux, ont chacun une influence partiellement indépendante sur la capacité à

(19) Pour des observations analogues, cf. Pierre Bourdieu, *La distinction, op. cit.*, p. 467-468.

(20) 10 % de l'échantillon refusent de répondre à la question portant sur le niveau de revenus. Ce refus s'accompagne généralement d'un taux élevé de SR aux questions politiques (y compris chez ceux qui ont un niveau d'études élevé). Il semble que dans ce cas, on a affaire à une attitude de méfiance (idéologiquement connotée) vis-à-vis de toute « inquisition » financière, politique, etc. Le refus de déclarer ses revenus est moins fréquent chez les salariés que chez les indépendants.

répondre. La composition des effets de ces trois types de variables aboutit à de complexes phénomènes de renforcement ou au contraire de compensation des handicaps dus à l'infériorisation de certains statuts et rôles.

Mais ces données datent de 1966, et certains changements intervenus depuis cette date ont des chances d'affecter directement l'effet des variables dont nous avons relevé l'importance. L'augmentation du niveau d'études, la diffusion du travail féminin et la diminution des différences de rôles assignés aux hommes et aux femmes, l'urbanisation doivent aller de pair avec une élévation du degré d'intégration politique (21). D'autres données peuvent, en outre, affecter, dans des sens divers, la relation à l'univers politique : crise et chômage, transformation partielle et éventuelle radicalisation des enjeux, etc. A l'évolution sociologique correspondent une évolution directement politique et idéologique et le rôle de la conjoncture : la baisse du taux de pratique religieuse, l'élévation puis la baisse du score électoral de la gauche, la modification du rapport des forces à l'intérieur de celle-ci, le changement de la majorité gouvernementale, les phénomènes de démobilisation à gauche et de mobilisation à droite ne sont pas non plus sans rapport avec des modifications de l'implication politique. Si rien n'indique que la nature des phénomènes ait changé, du moins est-il assez vraisemblable que la pondération des divers facteurs expliquant le taux de sans réponse s'est modifiée.

(21) On en peut voir un indice dans le fait qu'en 1978 51 % des Français n'estiment pas que « la politique est une chose compliquée... » alors qu'ils étaient 39 % à le déclarer en 1966 (Enquête FNSP-SOFRES ; cf. J. Capdevielle *et al.*, *France de gauche, vote à droite*, *op. cit.*). Par ailleurs, les pourcentages de sans réponse ont fortement diminué par rapport à 1966, ce qui peut s'expliquer par l'élévation du niveau de compétence politique de la population, ou par une modification des attitudes et techniques d'investigation des enquêteurs, ou par la familiarisation du public avec les sondages, ou par une combinaison de ces divers facteurs.

RÉSUMÉ. — *Le taux de sans réponse à des questions politiques dépend de prédispositions sociologiques (liées au sexe, au niveau d'études, à la résidence urbaine ou rurale), du niveau d'implication politique et de l'orientation idéologique. Ces caractéristiques, bien que liées entre elles, exercent chacune une influence partiellement indépendante. La composition des effets de ces trois types de variables aboutit à des phénomènes complexes de renforcement ou au contraire de compensation des handicaps dus à l'infériorisation de certains statuts et rôles. On constate en particulier l'importance de la médiation politico-idéologique dans la structuration du rapport entre position statutaire et participation à l'univers politique : motivation politique et orientation à gauche tendent à rapprocher le niveau de performance des groupes statutairement défavorisés de celui des catégories instruites et/ou réputées dirigeantes.*